

N° 5348

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

---

---

PROJET DE LOI

portant création a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de  
l'Enrôlement forcé; b) d'un Centre de Documentation et de la  
Recherche sur l'Enrôlement forcé

\* \* \*

(Dépôt: le 4.4.2004)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (7.5.2004) .....	1
2) Texte du projet de loi .....	2
3) Exposé des motifs.....	3
4) Commentaire des articles .....	5

\*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Premier Ministre, Ministre d'Etat, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

*Article unique.*— Notre Premier Ministre, Ministre d'Etat, est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant création a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé; b) d'un Centre de Documentation et de la Recherche sur l'Enrôlement forcé.

Palais de Luxembourg, le 7 mai 2004

*Le Premier Ministre,*  
*Ministre d'Etat,*  
Jean-Claude JUNCKER

HENRI

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

### **Chapitre 1: Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé**

**Art. 1er.**– Il est créé un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé, ci-après appelé „Comité“. Il constitue l'organe représentatif de toutes les associations en relation avec l'enrôlement forcé.

Le Comité veille à la sauvegarde de la mémoire des Enrôlés de Force, victimes du nazisme.

**Art. 2.**– Les attributions et la composition du Comité ainsi que le mode de désignation et les indemnités de ses membres sont déterminés par règlement grand-ducal.

### **Chapitre 2: Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé**

**Art. 3.**– Il est institué, sous l'autorité du Premier Ministre, Ministre d'Etat, un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé, appelé ci-après le „Centre“.

#### **Missions**

**Art. 4.**– Le Centre a pour mission

- de recenser, rassembler, archiver et conserver la documentation relative à l'Enrôlement forcé, par exception à la mission générale confiée aux Archives nationales par l'article 5 de la loi du 28 décembre 1988 portant réorganisation des instituts culturels de l'Etat;
- de mettre en valeur cette documentation;
- d'entreprendre ou de soutenir la recherche historique et scientifique sur l'enrôlement forcé des hommes et femmes luxembourgeois nés entre 1920 et 1927;
- de soutenir et animer, par tous les moyens disponibles, la sauvegarde de la mémoire collective en ce qui concerne l'enrôlement forcé.

Le Centre peut accepter des prêts ainsi que, avec l'approbation du Gouvernement en Conseil, prendre en dépôt des objets et des collections y compris ceux provenant de dons et de legs au profit de l'Etat.

L'Etat met à la disposition du Centre les moyens nécessaires à son fonctionnement.

#### **Direction**

**Art. 5.**– Le Centre est dirigé par un fonctionnaire de l'Etat recruté par voie de détachement parmi les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'Etat. Il doit pouvoir se prévaloir d'un cycle complet de quatre années d'études universitaires en histoire, spécialité en histoire contemporaine.

Le détachement de ce fonctionnaire auprès du Centre se fait par décision du Gouvernement en Conseil, sur proposition du Premier Ministre. Le Premier Ministre peut l'autoriser à porter le titre de directeur.

Au moment de son détachement au Centre, le fonctionnaire susvisé est placé hors cadre par dépassement des effectifs prévus dans son cadre d'origine. Il peut avancer au même titre que son collègue de rang égal ou immédiatement inférieur au moment où celui-ci obtient une promotion dans son administration d'origine.

La révocation du détachement se fait par décision du Gouvernement en Conseil, sur proposition du Premier Ministre. En ce cas, le fonctionnaire reste, à défaut de vacance d'emploi dans son administration d'origine, placé provisoirement hors cadre et est réintégré dans le cadre ordinaire de son administration d'origine lors de la première vacance d'emploi qui se produit dans son grade, sans que cette réintégration puisse modifier son rang; l'emploi hors cadre est supprimé de plein droit par l'effet de la réintégration.

#### **Personnel**

**Art. 6.**– Du personnel du Centre peut être recruté par voie de détachement parmi les fonctionnaires ou fonctionnaires stagiaires des administrations de l'Etat ou des services publics. Le détachement se fait

par décision conjointe du Premier Ministre et du Ministre de l'administration dont le fonctionnaire ressort. L'avancement et la réintégration des fonctionnaires se font suivant les mêmes modalités que celles prévues à l'article 3.

Pour l'accomplissement des conditions de stage, le fonctionnaire stagiaire est considéré comme faisant partie du cadre de son administration d'origine.

Le Centre peut recourir à l'engagement d'employés et d'ouvriers suivant les besoins du service et dans les limites des crédits budgétaires.

**Art. 7.**– Une coopération étroite sera mise en place entre le Centre et le Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance.

### **Consultation et communicabilité des documents et archives**

**Art. 8.**– La consultation et la communicabilité des archives et des documents déposés au Centre se font par analogie aux dispositions du règlement grand-ducal du 15 janvier 2001 sur la consultation des fonds d'archives aux Archives nationales.

\*

## **EXPOSE DES MOTIFS**

Les années noires de la Deuxième Guerre Mondiale et de l'occupation nazie du Luxembourg ont marqué les habitants du Luxembourg et ont influencé le devenir de notre pays et nation au-delà de la période 1940-45. Un des aspects douloureux de cette époque fut l'enrôlement forcé dans l'armée allemande ainsi que dans le „Reichsarbeitsdienst“ infligé par l'occupant nazi aux jeunes Luxembourgeois nés entre 1920 et 1927, qui a souvent entraîné pour ces personnes sinon la mort, des dommages physiques voire psychiques considérables.

La loi du 25 février 1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant, tient compte de l'enrôlement forcé et reconnaît dans son article 4 la qualité de victime du nazisme aux Luxembourgeois des classes d'âge 1920 à 1927 qui ont été enrôlés de force dans l'armée allemande au cours de la Deuxième Guerre Mondiale. La disposition en question reconnaît cette même qualité aux Luxembourgeois des mêmes classes qui ont été enrôlés de force dans le „Reichsarbeitsdienst“.

Aujourd'hui, 60 années après la Deuxième Guerre Mondiale, les générations ayant souffert de l'occupation nazie fanent, et c'est dans le souci de sauvegarder la mémoire de la „jeunesse sacrifiée“ que la Fédération des victimes du nazisme enrôlées de force est appelée à adapter ses organisations à la situation telle qu'elle se présente et à prévoir une structure qui veillera à ce que le souvenir de la „jeunesse sacrifiée“ soit conservé et respecté à sa juste valeur. Créé par le présent projet de loi, le Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé assumera dorénavant ce rôle.

Le Gouvernement a déjà tenu compte de cette évolution en réformant par loi du 20 décembre 2002 le Conseil national de la Résistance – là encore l'initiative venait des rangs des concernés eux-mêmes – au moyen de la création d'un Comité directeur pour le Souvenir de la Résistance et d'un Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance. Le présent projet de loi se veut de garder un parallélisme étroit avec la loi précitée.

Actuellement, les archives et les documents sur l'enrôlement forcé rassemblés par la Fédération des victimes du nazisme enrôlées de force se trouvent à l'ancienne Gare de Hollerich mise à leur disposition par le Gouvernement. Ces locaux peuvent également héberger le Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé.

La création d'un tel Centre trouve un large assentiment au sein des milieux concernés. En effet, l'histoire de l'Enrôlement forcé mérite et nécessite qu'on s'occupe d'elle de façon scientifique et ceci pour différentes raisons:

- L'enrôlement forcé a concerné près de 15.000 jeunes gens et jeunes filles au „Reichsarbeitsdienst“ (RAD), au „Kriegshilfsdienst“ (KHD) et pour le service militaire dans la „Wehrmacht“. Huit classes d'âge ont été forcées de s'enrôler dans l'armée de l'occupant. Les conséquences morales, physiques et psychiques de l'enrôlement forcé ne peuvent être quantifiées.

- Toutes les facettes de l'enrôlement forcé n'ont pas encore fait l'objet d'une étude scientifique historique globale, même si différents aspects de la question ont déjà été analysés.
- 60 années après la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, au moment où les personnes enrôlées de force vont atteindre l'âge de 80 ans et plus, il est primordial d'enregistrer leurs souvenirs afin de disposer, à côté des traces écrites, d'une documentation que relatent les victimes mêmes de cette mesure oppressive des occupants national-socialistes. Depuis la fin de la guerre un nombre impressionnant de récits particuliers ont été publiés, cependant aucune analyse scientifique d'ensemble n'a encore été entamée. La documentation et son analyse devraient contribuer à garder vivante la mémoire des souffrances endurées et d'un crime de guerre de l'occupant non reconnu par l'Allemagne.
- L'enrôlement de force a produit des conséquences de longue durée pour les jeunes concernés comme pour la population entière au sein de laquelle ces jeunes ont dû s'intégrer à leur retour, après qu'ils aient été libérés du joug de l'uniforme nazi. Souvent leur enrôlement forcé a été suivi d'une période de captivité. L'histoire des enrôlés de force prisonniers de guerre aux mains des Alliés constitue d'ailleurs un chapitre de souffrances largement passé sous silence.

Si la mission première du Centre de Documentation reste la collecte, l'archivage, la conservation et la mise à disposition de documents relatifs à l'Enrôlement forcé, il procède également, de sa propre initiative, à des travaux de recherche en la matière et soutient la recherche opérée par des tiers, notamment les travaux de recherche d'étudiants en histoire contemporaine.

Le Centre de Documentation coopérera, le cas échéant, avec les Instituts culturels, comme p. ex. les Archives nationales, la Bibliothèque Nationale ou le Centre national de l'Audiovisuel. Le Centre peut également être en contact avec des institutions similaires à l'étranger pour autant que de telles institutions existent.

Par ailleurs, le Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé et le Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance fonctionneront en coopération étroite.

Le Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé se veut une institution scientifique au service du public. Il donnera accès aux documents qu'il aura rassemblés aux mêmes conditions telles qu'édictées au règlement grand-ducal du 15 janvier 2001 sur la consultation des fonds d'archives aux Archives Nationales. Sa bibliothèque spécialisée peut être considérée comme étant complémentaire aux fonds de la Bibliothèque nationale et de la Bibliothèque de l'Université du Luxembourg.

Le Centre organisera des expositions, des conférences et des colloques scientifiques.

Il encouragera et soutiendra des publications scientifiques sur la Seconde Guerre Mondiale, en coopération avec le Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance auquel est également assigné un tel rôle.

Le Centre sera placé sous la direction d'un historien spécialiste en histoire contemporaine; il sera ouvert au public. Il sera de même à la disposition des instances publiques pour tout avis ou travail de recherche sur des questions se rapportant à la Seconde Guerre Mondiale, à l'instar du Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance.

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### *Articles 1 et 2.–*

Il est institué un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé, à l'instar du Comité directeur pour le Souvenir de la Résistance, qui constitue l'organe représentatif de toutes les associations regroupées par la Fédération des victimes du Nazisme, enrôlées de force.

### *Article 3.–*

Cet article institue le Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé, sous la tutelle du Premier Ministre, Ministre d'Etat.

### *Article 4.–*

L'article 4 énumère les missions du Centre tout en précisant que ses activités ne portent pas préjudice aux attributions des Instituts culturels de l'Etat, telles que notamment les Archives Nationales et la Bibliothèque Nationale. Le Centre peut cependant coopérer avec ces Instituts, ainsi qu'avec des instituts similaires à l'étranger.

Les moyens nécessaires au fonctionnement du Centre sont mis à sa disposition par l'Etat, dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

### *Article 5.–*

L'article 5 régit les modalités de recrutement, de nomination, du détachement, de la révocation et de la réintégration du fonctionnaire chargé de la direction du Centre. Ce fonctionnaire peut être autorisé par le Premier Ministre, Ministre d'Etat, à porter le titre de directeur.

### *Article 6.–*

L'article 6 régit les modalités de recrutement, de nomination, du détachement, de la révocation et de la réintégration des fonctionnaires formant le personnel du Centre. Le Centre est autorisé à engager des employés et ouvriers suivant les besoins du service et dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

### *Article 7.–*

L'article 7 se prononce en faveur d'une coopération et collaboration étroite entre le Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance et le Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé.

### *Article 8.–*

L'article 8 prévoit que la consultation des documents déposés au Centre se fait suivant les modalités prévues au règlement grand-ducal du 15 janvier 2001 sur la consultation des fonds d'archives aux Archives Nationales.

